



Les fleurs du mal

Description

Il paraît que l'été est fait pour se reposer.

Il a fait chaud. Très chaud. Tellement chaud que le premier réflexe national n'a plus été de savoir où partir en vacances, mais de chercher où il était encore possible de respirer. On a fermé les volets, sorti les ventilateurs, bu de l'eau et regardé les prix des locations en se demandant pourquoi partir, au fond ? Pour payer une chambre de douze mètres carrés une fortune, manger une glace à huit euros et mourir de chaud exactement comme chez soi ? Les Français ont donc fait ce qu'ils savent faire lorsqu'un problème devient trop cher : ils ont réduit leurs ambitions. La Manche, le Calvados, la Somme ont retrouvé des admirateurs. Le grand rêve de l'été 2026 n'était plus Saint-Tropez. C'était 24 degrés, une place de parking et une boulangerie ouverte.

Les incendies, même face au feu, notre vieux réflexe administratif revient : plan, dispositif, cellule de crise, conférence de presse, commission. La France adore les plans. Elle en produit tellement qu'on imagine, devant une forêt en flammes, quelqu'un chercher d'abord le plan permettant d'annoncer le plan qui servira à élaborer le prochain plan d'action.

Des dizaines de milliers d'hectares brûlés, des évacuations, des maisons détruites et des pompiers confrontés à des situations tragiques ont perdu la vie. Dans ces moments-là, les querelles politiciennes paraissent soudain dérisoires. La France dispose officiellement de 12 Canadairs, mais leur disponibilité réelle est nettement inférieure. Au plus fort des incendies de juillet 2026, seuls 5 à 8 appareils étaient opérationnels selon les jours, parfois seulement cinq. Vieillissante et difficile à maintenir, la flotte doit être renouvelée, mais les nouveaux appareils ne commenceront à arriver qu'à partir de 2028. Douze sur le papier, parfois cinq dans le ciel, toute la fragilité du dispositif est là

Pendant que le pays cherchait de l'ombre, la classe politique cherchait déjà 2027.

Il faut reconnaître à nos élus une qualité remarquable ; ils ne prennent jamais vraiment de vacances. Ils prennent des vacances en campagne électorale. Édouard Philippe avance, Gabriel Attal se positionne, Raphaël Glucksmann se prépare, Bruno Retailleau s'installe dans le paysage, Marine Le Pen veut revenir et Jean-Luc Mélenchon demeure fidèle au principe selon lequel une présidentielle

peut commencer trois ans avant le scrutin.

Quant à Gérald Darmanin, il a choisi son camp et soutient Édouard Philippe. C'est une belle illustration de la politique française où l'on peut renoncer à être candidat tout en passant son été à expliquer qui devrait le devenir. On ne sait plus très bien qui roule pour qui, mais tout le monde semble avoir pris la direction de l'Élysée.

Et comme si cette course de fond ne suffisait pas, les Russes se sont invités dans le décor. Des opérations de désinformation visant notamment plusieurs personnalités susceptibles de participer à la présidentielle ont été attribuées à des réseaux prorusses. Attal, Philippe, Glucksmann, chacun a eu droit à son petit cadeau numérique.

La présidentielle française n'avait même pas commencé qu'elle avait déjà son ennemi extérieur. On imagine la réunion à Moscou. « *On vise qui tovarisch ?* » « *Tous.* » « *Tous ?* » « Oui, il ne faut froisser personne. » Le problème est sérieux, les Russes cherchent bel et bien à influencer les opinions publiques européennes. Mais à force de répéter, plusieurs mois avant le scrutin, que la présidentielle française sera sous la menace de Moscou, on prépare aussi les esprits à une drôle de situation. Que se passera-t-il si, au lendemain du vote, un candidat battu explique que l'élection a été faussée par les Russes ? Faudra-t-il recompter les voix, saisir le Conseil constitutionnel ou recommencer le scrutin ? Personne n'en est là, évidemment. Mais le précédent roumain existe, et il suffit désormais de prononcer le mot « *ingérence* » pour que la question de la légitimité d'un scrutin puisse surgir. Voilà qui promet une campagne de 2027 particulièrement tranquille.

Pendant ce temps, Jordan Bardella a eu droit à un autre épisode de l'été politique. La justice administrative a écarté environ 240 000 euros de dépenses engagées lors de sa campagne pour les élections européennes de 2024. Parmi les dépenses contestées figurent notamment des frais de chauffeur, de sécurité rapprochée, mais aussi des dépenses liées au vin et au champagne.

Autrement dit, certaines dépenses présentées dans les comptes de campagne n'ont pas été considérées comme suffisamment justifiées pour être prises en charge.

En France, on peut donc faire campagne avec un chauffeur, un service de sécurité et du champagne, puis devoir expliquer pourquoi tout cela devait être payé sur les comptes de campagne. Il ne manque plus qu'un formulaire demandant si une bouteille ou les petits fours ont contribué directement ou indirectement à l'expression du suffrage, ou s'ils doivent finir devant le juge.

Cet été, même la nature a voulu participer au débat public. Quand une vipère rencontre une autre vipère, qu'est-ce que ça donne ? Une histoire de vipères. Manon Aubry, eurodéputée LFI, a été hospitalisée après avoir été mordue par une vipère pendant ses vacances. La vipère, au moins, n'a pas demandé de débat contradictoire. Elle n'a publié aucun communiqué et n'a convoqué personne. Elle a simplement réglé la question en quelques secondes.

Dans le même panier de crabes, le maire LFI de Saint-Denis, Bagayoko, qui travaille à la RATP depuis 2000, où il aurait été recruté sans concours ni entretien, puis cumulé cet emploi avec plusieurs mandats politiques, tout en conservant un salaire de cadre supérieur.

Des échanges révélés en 2025 par Le Canard enchaîné ont relancé les interrogations sur son activité réelle à la RATP et sur les conditions de ce cumul. Une association anticorruption a saisi le Parquet

national financier pour faire vérifier la situation.

Le texte revient ensuite sur les prises de position de LFI contre les privilèges et les rémunérations jugées excessives, et souligne le contraste avec cette affaire. Il rappelle que tout emploi et toute rémunération doivent correspondre à un travail réel et respecter les règles, quel que soit le parti politique concerné.

En résumé : l'affaire Bagayoko soulève des questions sur le cumul entre emploi à la RATP et mandats politiques, tandis que le comportement de LFI face à cette affaire est présenté comme contradictoire avec ses exigences habituelles de « *probité* ».

Heureusement, au milieu de cette agitation, quelqu'un a réellement pris de la hauteur.

Sophie Adenot, l'astronaute française a effectué une sortie extravéhiculaire depuis la Station spatiale internationale, une première pour une Française. Plus de six heures dans l'espace, une combinaison, le vide, des procédures techniques et une mission préparée pendant des mois.

Sophie Adenot a préparé pendant des mois chaque geste avant de sortir dans l'espace. Alors que pour préparer une candidature présidentielle, il suffit de trois interviews, deux déplacements et d'expliquer que l'on ne songe surtout pas à être candidat.

Puis nous voilà descendus sur Terre et miracle ! Le ciel nous a accordé une véritable trêve.

Le 12 août, l'éclipse solaire a offert aux Français quelques minutes d'unité nationale. Tout le monde a levé les yeux dans la même direction. Pas de Macron, pas de Mélenchon, pas de sondage, pas de polémique, pas de débat sur CNews contre France Inter. Juste le ciel !

C'était probablement le seul moment de cohésion nationale de l'été.

Le soleil est revenu et chacun a repris son téléphone pour expliquer aux autres qu'il avait mieux vu l'éclipse. Et la France est redevenue elle-même.

Les pieds nickelés à Bercy. Le fisc a été piraté.

L'administration qui sait combien vous gagnez, ce que vous possédez, où vous habitez, ce que vous devez et combien vous avez oublié de déclarer... a découvert qu'elle n'était pas tout à fait invulnérable. Une intrusion informatique a permis l'extraction de données concernant des centaines de milliers de personnes. Bercy a dû reconnaître des failles et parler de « dette technique ».

J'adore l'expression. En résumé : le contribuable a une dette bancaire. L'État a une dette publique. Bercy a une dette technique. Le problème n'est évidemment pas qu'une administration puisse être attaquée. Le problème est de comprendre comment l'intrusion a été possible, quelles données ont été extraites, pourquoi l'ampleur de l'attaque n'a pas été immédiatement mesurée et si les systèmes informatiques étaient réellement à la hauteur de la mission. Depuis des années, l'État explique aux Français : ne cliquez pas, protégez vos mots de passe, méfiez-vous des messages suspects, ne communiquez jamais vos identifiants...

Et tandis que Bercy cherche à échapper au ridicule, Rachel Khan fait ses valises. Au début du mois d'août, elle a choisi de faire son alyah et de s'installer en Israël, réalisant ainsi un projet qu'elle portait

depuis longtemps.

Son départ n'est pourtant pas un cas isolé. Depuis le 7 octobre 2023, le nombre de Juifs français qui choisissent de partir pour Israël a fortement augmenté. En 2025, ils étaient environ 3 300 à faire leur alyah, soit 45 % de plus qu'en 2024, et le mouvement s'est encore accéléré en 2026.

Derrière ces départs, une question devient difficile à éviter : pourquoi de plus en plus de Français envisagent-ils désormais leur avenir ailleurs ?

Rachel Khan ne quitte pas la France en reniant son histoire. Elle choisit simplement de vivre en Israël. Mais son départ s'inscrit dans un mouvement plus large. Lorsque des milliers de Français juifs prennent le chemin d'Israël, il ne s'agit plus seulement d'une addition de choix individuels. C'est un signal dangereux que la France ferait bien de regarder en face.

Alors qu'on commençait à penser que l'été avait épuisé toutes ses ressources, voilà que le chanteur Francis Lalanne, qui bénéficie du soutien de Dieudonné, a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2027, avec un programme comprenant notamment la souveraineté nationale, une réforme de la justice, le référendum d'initiative citoyenne et la « « santé holistique » ».

Nous avons des économistes, des diplomates, des militaires, des constitutionnalistes, des souverainistes, des européistes, des insoumis. Il nous manquait le président holistique.

Après un été de canicule, d'incendies, de guerres, d'ingérences russes, de comptes de campagne, d'éclipses... Bercy, champion de la collecte de données, s'est fait pirater comme un bleu, Bardella a perdu la cause du champagne, Manon Aubry a rencontré une vipère, Sophie Adenot a plongé dans l'espace, Rachel Khan a fait un pied de nez à la France, et les candidats à la présidentielle ont trouvé un moyen de faire campagne sans reconnaître qu'ils faisaient campagne, la France pouvait donc raisonnablement considérer qu'elle avait fait le tour du sujet.

Elle avait commencé l'été avec des Français qui cherchaient de l'ombre...

Finalement, chacun a trouvé sa destination.

Septembre peut arriver. La France est prête. Prête à tourner la page Macron, l'homme de la discorde. Celui qui promettait de réconcilier les Français mais qui aura laissé derrière lui un pays plus divisé, plus nerveux et plus bordélique que jamais.

Séraphine

Categorie

1. Édito

date créée

26 août 2026